

La Haye veut revigorer l'Union

• Les Pays-Bas succèdent, ce vendredi, au Luxembourg à la présidence d'une Union européenne fragilisée par les défis, de l'immigration au "Brexit".

• Confrontés chez eux à une montée du sentiment antieuropéen, les Néerlandais ont six mois pour relancer l'Union et redorer son image.

Pour une Europe qui fait autre chose que légiférer sur la taille des bananes

Après six mois pour le moins délicats, pour ne pas dire éprouvants, à la tête du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'apprête à passer le flambeau aux Pays-Bas. A partir du 1^{er} janvier 2016, les Néerlandais prendront donc les rênes de l'exécutif européen, espérant endosser le rôle de "conciliateur honnête" à même d'établir des compromis parmi les Vingt-huit, alors qu'ils sont eux-mêmes confrontés à un sentiment antieuropéen grandissant chez eux.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, s'est dit "sans illusion" pour 2016, à propos des dossiers qui attendent l'UE l'an prochain. Outre ces défis, les Pays-Bas n'ont pourtant pas hésité à établir également leurs priorités pour cette présidence. Des promesses qualifiées de "sympathiques, pour les euroenthousiastes", par Quentin Michel, directeur de l'Unité européenne de l'Université de Liège, mais dont certaines seront difficiles à concrétiser en six mois.

1 "Une politique commune en matière de frontières, d'asile et de migration." Dire que ce dossier donne du fil à retordre aux dirigeants de l'Union relève déjà du domaine de l'euphémisme. Lors du sommet des 17 et 18 décembre, les Etats membres ont (encore) échoué à mettre en place des politiques communes pour gérer ce flux migratoire. On espérait y voir un accord sur la création d'un "corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes", proposé par la Commission européenne. Il n'en sera rien. Les Vingt-huit devront donc trouver un terrain d'entente sur ce dossier durant la présidence néerlandaise.

"Même s'il est vrai que, depuis le traité de Lisbonne, le rôle de la présidence tournante a été largement diminué, il n'empêche qu'elle garde un pouvoir d'initiative

certain", précise M. Michel. Les Pays-Bas pourront donc jouer un rôle dans la conciliation des voix divergentes.

2 "Une Union centrée sur l'essentiel et proche des citoyens." C'est ici une des grandes priorités annoncées fièrement par La Haye. Entendez donc, une division claire entre les prérogatives de l'Union et celles des Etats. Et surtout, une volonté de "mieux légiférer", nouveau credo de la Commission européenne. "Il s'agit d'arrêter de légiférer sur la taille des bananes, explique Quentin Michel. Les Néerlandais, avec leur côté pragmatique, sont plus favorables à des directives qui définissent les phares et laissent le choix des moyens aux Etats, qu'à des règlements, par exemple. Il s'agit aussi de se donner la possibilité de déléguer, donc de défaire une règle européenne, pour rendre l'initiative aux Etats, une tendance qu'on voit apparaître depuis cinq ou six présidences."

Et ce, dans l'espoir de redorer le blason de l'Union. L'Eurobaromètre de 2014 faisait état d'un "record historique d'impopularité des institutions européennes". "En réalité, poursuit M. Michel, les citoyens ne s'éloignent pas plus des institutions européennes que des institutions nationales. Mais il est vrai que la complexité du système de décision européen le rend difficile à appréhender et donc obscur. Le paradoxe est que l'Europe n'a jamais été aussi transparente. Tout est là pour ceux qui veulent le voir. Mais plus on veut le rendre démocratique et transparent, plus on le complexifie."

3 "Une Europe économique stable et créatrice d'emploi." Cette priorité a de quoi faire rêver le Vieux Continent, où la croissance peine encore à

s'envoler, alors que le chômage se maintient à des taux particulièrement hauts dans les pays européens les plus touchés par la crise. Reste que, comme l'indique Quentin Michel, il est plutôt illusoire d'espérer des avancées considérables en un semestre. Concrètement, les Pays-Bas pourraient promouvoir la suppression des obstacles à l'innovation sur le marché européen, poursuivre la lutte contre le dumping social, ou encore insister sur une réforme économique au niveau des Etats membres.

"La présidence tournante garde un rôle d'initiative certain."

QUENTIN MICHEL
Directeur de l'Unité européenne de l'Ulg.

4 La menace du "Brexit". Le débat sur l'avenir européen du Royaume-Uni a franchi une étape décisive il y a deux mois à peine. Et le Premier ministre britannique, David Cameron, souhaite que le référendum sur le maintien de Londres dans l'Union se tienne en juin 2016, donc avant la fin de la présidence néerlandaise.

Mais, si le Luxembourg est connu pour être l'un des plus fervents défenseurs des acquis de l'Union, les Pays-Bas ne risquent pas pour autant d'être des alliés des Britanniques. S'ils prévoient d'assurer un "dialogue constructif avec Londres", le résultat final "doit bénéficier à l'Union dans son ensemble", précise le programme néerlandais. "Il y a une écoute qui peut être plus importante du côté des Néerlandais que des Luxembourgeois, nuance M. Michel, mais ce changement de présidence n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour Cameron. Par exemple, le Royaume-Uni voudrait une réforme de la libre circulation, un principe cher aux Pays-Bas qui ne suivront pas Londres sur ce dossier."

M. U.

Le spectre eurosceptique guette toujours les Pays-Bas

C'était il y a dix ans, mais l'Europe s'en souvient toujours aussi vivement. En 2005, le rejet massif de la Constitution européenne par les Néerlandais avait claqué comme un coup de tonnerre aux quatre coins du Vieux Continent. Un des membres fondateurs de l'Union infligeait ainsi un coup presque fatal au projet européen. "Il faut constater que l'Europe ne fait plus rêver", avait alors déploré le président en exercice de l'UE, Jean-Claude Juncker.

En réalité, l'Europe ne faisait plus rêver les Néerlandais depuis un moment déjà. "Ce sentiment antieuropéen a débuté dans les années 1990, au même moment où les Pays-Bas sont passés du statut de receveur à celui de contributeur économique de l'Union européenne", indique Luuk van Middelaar, ancien conseiller du président du Conseil Herman Van

Rompuy et professeur à l'UCL. "A ce moment-là, la critique a commencé à venir des deux côtés du paysage politique, avec la droite dénonçant la perte de souveraineté et les dangers de l'immigration, et la gauche se concentrant sur la menace que l'Europe représenterait pour les avantages sociaux. 2005 n'était pas une surprise", estime l'analyste politique de l'université d'Amsterdam, Andre Krouwel.

Plus d'enthousiasme

Aujourd'hui, alors que les Pays-Bas s'apprentent à prendre la présidence du Conseil de l'Union européenne, les signes d'un certain sentiment antieuropéen restent palpables. "Les Néerlandais ne vont pas jusqu'à envisager une sortie de l'Union. Mais il n'y a plus d'amour ou d'enthousiasme à l'égard de l'Europe", remar-

que M. van Middelaar.

En novembre dernier, les eurosceptiques néerlandais se sont targués d'avoir réuni suffisamment de signatures pour la tenue au printemps d'un référendum non contraignant sur l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. "C'est un accord qui s'inscrit dans une logique internationale et non pas démocratique, et c'est de là que vient la colère des citoyens. Une des plus grandes erreurs de l'UE est qu'elle déconnecte le processus démocratique de la prise de décision politique. Et les ministres font de l'Europe un bouc émissaire, en disant 'c'est la loi européenne, on a un accord, on ne peut pas en sortir'. Cela les fait apparaître comme faibles", selon M. Krouwel.

D'autant plus que la crise des réfugiés n'a fait que renforcer le populiste Geert Wilders qui, en 2006, a créé son parti, le PVV, pour dénoncer la prétendue islamisation des Pays-Bas. Des sondages montrent que M. Wilder, désigné

homme politique de l'année pour la troisième fois depuis 2004, remporterait plus de 35 sièges sur les 150 du Parlement si des élections étaient organisées aujourd'hui.

Des voix proeuropéennes absentes

Une situation qui, selon M. Krouwel, s'explique par la faiblesse des voix favorables à l'Union européenne. "Quels sont les arguments proeuropéens en ce moment ? Prospérité économique ? On est en crise. Sécurité ? L'Ukraine est en guerre, souligne-t-il. Nous avons besoin de voix bien informées et crédibles pour rééquilibrer le débat. Les gens ne votent pas contre l'Europe parce qu'ils ont nécessairement des bons arguments, mais parce qu'ils ne sont pas bien informés. Si l'on s'engage dans un tunnel très sombre, on incline à freiner face à l'obscurité."

M. U.

**Le populiste
Geert Wilders a
été élu homme
politique de
l'année 2015
pour la
troisième fois
depuis 2004.**